



**DOSSIER DE L'APPEL D'OFFRES  
OUVERT SUR OFFRES DE PRIX  
N° 8/2019 DU 29/10/2019 à 10h00  
(SEANCE PUBLIQUE)**

**ENTRETIEN DES BATIMENTS DE L'INSTITUT ROYAL DE LA  
CULTURE AMAZIGHE**

**INSTITUT ROYAL DE LA CULTURE AMAZIGHE (IRCAM)**

## REGLEMENT DE LA CONSULTATION

### APPEL D'OFFRES OUVERT SUR OFFRES DE PRIX (SEANCE PUBLIQUE) N° 8/2019

### RELATIF A ENTRETIEN DES BATIMENTS DE L'INSTITUT ROYAL DE LA CULTURE AMAZIGHE

**INSTITUT ROYAL DE LA CULTURE AMAZIGHE (IRCAM)**

### **Article 1: OBJET DU REGLEMENT DE LA CONSULTATION**

Le présent règlement de consultation concerne le marché ayant pour objet la réalisation des prestations d'entretien des bâtiments de l'Institut Royal de la Culture Amazighe en lot unique. Il a été établi en vertu des dispositions de l'article 18 du règlement n° 2524 du 21/07/2014 relatif aux marchés publics de l'IRCAM.

**Le marché issu de cet appel d'offres est reconductible dans la limite de trois (3) ans.**

### **Article 2: MAITRE D'OUVRAGE**

Le Maître d'Ouvrage du marché qui sera passé suite au présent appel d'offres est : l'Institut Royal de la Culture Amazighe, représenté par son Recteur.

### **Article 3: COMPOSITION DU DOSSIER DE LA CONSULTATION**

Conformément aux dispositions de l'article 19 du règlement n° 2524 précité,

- a) Copie de l'avis d'appel d'offres ;
- b) le présent règlement de la consultation ;
- c) Un exemplaire du cahier des prescriptions spéciales ;
- d) le modèle de l'acte d'engagement ;
- e) le modèle de la déclaration sur l'honneur ;
- f) le modèle du bordereau des prix - détail estimatif ;
- g) Le modèle du cadre du sous détail des prix.

### **Article 4: CONDITIONS REQUISES DES CONCURRENTS**

Conformément aux dispositions de l'article 24 du règlement n° 2524 précité :

1. Seules peuvent participer à la présente consultation les personnes physiques ou morales qui :

- justifient des capacités juridiques, techniques et financières requises ;
- sont en situation fiscale régulière pour avoir souscrit leurs déclarations, réglé les sommes exigibles dûment définitives ou, à défaut de règlement, constitué des garanties jugées suffisantes par le comptable chargé du recouvrement, et ce conformément à la législation en vigueur en matière de recouvrement ;
- sont affiliées à la Caisse Nationale de la Sécurité Sociale ou un régime particulier de prévoyance sociale, et souscrivent de manière régulière leurs déclarations de salaire et sont en situation régulière auprès de ces organismes.

2. Ne sont pas admises à participer au présent appel d'offres :

- les personnes en liquidation judiciaire ;
- les personnes en redressement judiciaire, sauf autorisation spéciale délivrée par l'autorité judiciaire compétente ;
- les personnes ayant fait l'objet d'une exclusion temporaire ou définitive prononcée dans les conditions fixées par l'article 139 du règlement n° 2524 de passation des marchés de l'IRCAM.

### **Article 5: MODE D'ATTRIBUTION**

Le présent appel d'offres sera adjudgé en lot unique.

Les offres seront jugées par une commission désignée à cet effet.

**Article 6: MONNAIE DE L'APPEL D'OFFRES**

Les prix des offres doivent être formulés et exprimés en Dirham marocain.

**Article 7: LANGUE D'ETABLISSEMENT DES PIECES**

A l'exception des attestations des constructeurs et les prospectus qui peuvent être présentées en anglais, les pièces contenues dans les dossiers et les offres présentées par les concurrents, doivent être établies en langue française.

**Article 8: CONTENU DU DOSSIER DE L'OFFRE DU CONCURRENT**

Conformément aux dispositions des articles 25 et 27 du règlement n° 2524 précité, les pièces à fournir par les concurrents sont:

**A - Un dossier administratif comprenant :**

- 1- Pour chaque concurrent au moment de la présentation des offres :
  - a) la déclaration sur l'honneur en un exemplaire unique qui doit comporter les mentions prévues à l'article 26 du règlement 2524 ;
  - b) l'original du récépissé du cautionnement provisoire ou l'attestation de la caution personnel et solidaire en tenant lieu ;
  - c) pour les groupements, une copie légalisée de la convention constitutive du groupement prévue à l'article 137 du règlement 2524 ;
- 2- Pour le concurrent auquel il est envisagé d'attribuer le marché, dans les conditions fixées à l'article 40 du règlement précité :
  - a) la ou les pièces justifiant les pouvoirs conférés à la personne agissant au nom du concurrent. Ces pièces varient selon la forme juridique du concurrent :
    - s'il s'agit d'une personne physique agissant pour son propre compte, aucune pièce n'est exigée ;
    - s'il s'agit d'un représentant, celui-ci doit présenter selon le cas :
      - une copie conforme de la procuration légalisée lorsqu'il agit au nom d'une personne physique ;
      - un extrait des statuts de la société et/ou le procès verbal de l'organe compétent pour donner pouvoir selon la forme juridique de la société, lorsqu'il agit au nom d'une personne morale ;
      - l'acte par lequel la personne habilitée délègue son pouvoir à une tierce personne, le cas échéant ;
  - b) une attestation ou sa copie certifiée conforme délivrée depuis moins d'un an par l'Administration compétente du lieu d'imposition certifiant que le concurrent est en situation fiscale régulière ou à défaut de paiement qu'il a constitué les garanties prévues à l'article 24 du règlement n° 1297. Cette attestation doit mentionner l'activité au titre de laquelle le concurrent est imposé ;
  - c) une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'original délivrée depuis moins d'un an par la Caisse Nationale de Sécurité Sociale certifiant que le

concurrent est en situation régulière envers cet organisme, conformément aux dispositions prévues à cet effet à l'article 24 ou de la décision du Ministre chargé de l'emploi ou sa copie certifiée conforme à l'original, prévue par le dahir portant loi n° 1-72-184 du 15 jourmada II 1392 (27 juillet 1972) relatif au régime de sécurité sociale assortie de l'attestation de l'organisme de prévoyance sociale auquel le concurrent est affilié et certifiant qu'il est en situation régulière vis-à-vis dudit organisme;

La date de production des pièces prévues aux b) et c) ci-dessus sert de base pour l'appréciation de leur validité.

- d) le certificat d'immatriculation au Registre de Commerce pour les personnes assujetties à l'obligation d'immatriculation conformément à la législation en vigueur ;
- e) l'équivalent des attestations visées aux paragraphes b, c et d ci-dessus, délivrées par les administrations ou les organismes compétents de leurs pays d'origine ou de prévoyance pour les concurrents non installés au Maroc ;

**B - Un dossier technique comprenant :**

- 1- une note indiquant les moyens humains et techniques du concurrent mentionnant éventuellement le lieu, la date, la nature et l'importance des prestations qu'il a exécutées ou à l'exécution desquelles il a participé et la qualité de sa participation.  
Lorsque le concurrent est un établissement public, les documents à fournir sont ceux prescrits au paragraphe II de l'article 25 du règlement précité ;
- 2- les attestations ou leurs copies certifiées conformes à l'original délivrées par les maîtres d'ouvrage publics ou privés ou par les hommes de l'art sous la direction desquels le concurrent a exécuté lesdites prestations. Chaque attestation précise notamment la nature des prestations, leur montant et l'année de réalisation ainsi que le nom et la qualité du signataire et son appréciation.

**C - Le dossier additif :**

**comprend toutes pièces complémentaires exigées par le dossier d'appel d'offres, à savoir :**

- 1- une attestation de la CNSS ou sa copie certifiée conforme à l'originale délivrée depuis moins d'un an par la Caisse Nationale de Sécurité Sociale, pour évaluer l'effectif de l'entreprise ;
- 2- le Cahier des Prescriptions Spéciales, paraphé à chaque page et signé en dernière page, avec la mention manuscrite « Lu et accepté » ;
- 3- le présent règlement de consultation signé à la dernière page et paraphé sur toutes les pages, avec la mention manuscrite « Lu et accepté » ;

**D - Une offre technique comprenant :**

- 1- une note de présentation du soumissionnaire précisant les références administratives et financières et l'organisation générale avec organigramme ;
- 2- les curriculum vitae du chef d'équipe qui sera chargé de la supervision des travaux indiquant sa formation et son expérience ;
- 3- le curriculum vitae du technicien qui sera chargé de l'entretien et la maintenance des équipements techniques (électricité, plomberie) ;

- 4- un état détaillé, dûment signé, des moyens matériels et logistiques dont dispose le soumissionnaire.

**N.B.** : les concurrents n'ayant pas présenté l'attestation de la CNSS ou sa copie certifiée conforme à l'original délivrée depuis moins d'un an par la Caisse Nationale de Sécurité Sociale, seront éliminés.

**D – Offre financière :**

Ce dossier doit comprendre :

1. un acte d'engagement établi conformément au modèle, ci-joint, en annexe I;
2. le bordereau des prix-détail estimatif, établis conformément au modèle joint aux CPS ;
3. le sous-détail des prix.

**Article 9: PRESENTATION DES DOSSIERS DES CONCURRENTS**

Conformément aux dispositions de l'article 29 du règlement n° 2524 précité, le dossier présenté par chaque concurrent est mis dans un pli fermé portant :

- le nom et l'adresse du concurrent ;
- l'objet du marché ;
- la date et l'heure de la séance publique d'ouverture des plis ;
- l'avertissement que « le pli ne doit être ouvert que par le Président de la Commission de l'appel d'offres lors de la séance publique d'ouverture des plis ».

**Ce pli contient les trois enveloppes suivantes :**

**1. La première enveloppe :**

Comprend le dossier administratif, le dossier technique et le dossier additif. Elle doit être fermée et porter de façon apparente, outre les indications portées sur le pli, la mention « Dossier Administratif, technique et additif »

**2. La deuxième enveloppe :**

Comprend l'offre financière du soumissionnaire. Elle doit être fermée et porter de façon apparente, outre les indications portées sur le pli, la mention « **Offre Financière** ».

**3. La troisième enveloppe :**

Comprend l'offre technique du soumissionnaire. Elle doit être cachetée et porter de façon apparente, outre les indications portées sur le pli, la mention « **Offre Technique** ».

Les trois (3) enveloppes visées ci-dessus, indiquent de manière apparente :

- le nom et l'adresse du concurrent ;
- l'objet du marché
- la date et l'heure de la séance d'ouverture des plis.

Le pli doit porter l'avertissement que « le pli ne doit être ouvert que par le Président de la Commission d'appel d'offres lors de la séance publique d'ouverture des plis ».

**Article 10: PRESENTATION DES DOSSIERS EN CAS DE GROUPEMENT**

En cas de groupement, joindre au dossier administratif : une copie légalisée de la convention de la constitution du groupement, accompagnée d'une note indiquant l'objet de la convention,

la nature du groupement, le mandataire, la durée de la convention, la répartition des prestations le cas échéant.

#### **Article 11: CAUTIONNEMENT PROVISOIRE**

Le cautionnement provisoire est fixé à vingt mille dirhams (20 000,00 dh).

#### **Article 12: MODIFICATION DANS LE DOSSIER D'APPEL D'OFFRES**

Conformément aux dispositions de l'article 19 du règlement 2524 précité, des modifications peuvent être introduites dans le dossier d'appel d'offres. Ces modifications ne peuvent en aucun cas changer l'objet du marché.

Si des modifications sont introduites dans le dossier d'appel d'offres, elles seront communiquées à tous les concurrents ayant retiré ou téléchargé ledit dossier.

#### **Article 13: RETRAIT DES DOSSIERS DE CONSULTATION**

Le dossier d'appel d'offres est mis à la disposition des concurrents dans le bureau indiqué dans l'avis d'appel d'offres dès la parution de ce dernier au premier journal et jusqu'à la date limite de remise des offres.

Il sera également disponible en téléchargement sur le portail marocain des marchés publics [www.marchespublics.gov.ma](http://www.marchespublics.gov.ma) et sur le site web de l'IRCAM [www.ircam.ma](http://www.ircam.ma).

#### **Article 14: INFORMATION DES CONCURRENTS**

Conformément aux dispositions de l'article 22 du règlement 2524 précité, tout éclaircissement ou renseignement fourni par le maître d'ouvrage à un concurrent à la demande de ce dernier sera communiqué le même jour et dans les mêmes conditions aux autres concurrents qui ont retiré le dossier de l'appel à la concurrence et ce par lettre recommandée avec accusé de réception ou par télécopie confirmée. Il est également mis à la disposition de tout autre concurrent.

#### **Article 15: RETRAIT DES PLIS**

Conformément aux dispositions de l'article 32 du règlement 2524 précité, tout pli déposé ou reçu peut être retiré antérieurement au jour et à l'heure fixée pour l'ouverture des plis.

Le retrait du pli fait l'objet d'une demande écrite et signée par le concurrent ou son représentant dûment habilité.

La date et l'heure de retrait sont enregistrées par le maître d'ouvrage dans le registre spécial visé à l'article 19 du règlement précité.

Les concurrents ayant retiré leurs plis peuvent, dans les conditions prévues à l'article 31 du règlement 2524 précité présenter de nouveaux plis.

#### **Article 16: VISITE DES LIEUX**

Les soumissionnaires sont invités à visiter, obligatoirement, les bâtiments de l'Institut Royal de la Culture Amazighe à Rabat le jour prévu dans l'avis d'appel d'offres relatif à ce marché.

#### **Article 17: DELAI DE VALIDITE DES OFFRES**

Les soumissionnaires qui n'ont pas retiré définitivement leurs plis dans les conditions prévues à l'article 14 du règlement n° 2524 de passation des marchés de l'IRCAM, resteront engagés

par leurs offres pendant un délai de soixante quinze (75) jours, à compter de la date d'ouverture des plis.

Si dans ce délai, le choix de l'attributaire ne peut être arrêté, le maître d'ouvrage pourra proposer, par lettre recommandée avec accusé de réception, de prolonger le délai de validité de leurs offres. Seuls les concurrents qui ont donné leur accord par lettre recommandée avec accusé de réception adressée au maître d'ouvrage restent engagés pendant ce nouveau délai.

#### **Article 18: DEPOT DES PLIS DES CONCURRENSTS**

Les plis sont, au choix des concurrents :

- soit déposés contre récépissé dans le bureau du maître d'ouvrage indiqué dans l'avis d'appel d'offres ;
- soit envoyés par courrier recommandé avec accusé de réception au bureau précité ;
- soit remis, séance tenante, au président de la commission d'appel d'offres au début de la séance, et avant l'ouverture des plis.

Le délai pour la réception des plis expire à la date et l'heure fixées par l'avis de l'appel d'offres pour la séance d'examen des offres.

Les plis déposés ou reçus postérieurement au jour et à l'heure fixés ne sont pas admis.

A leur réception, les plis sont enregistrés par le maître d'ouvrage dans leur ordre d'arrivée au bureau d'ordre. Le numéro d'enregistrement ainsi que la date et l'heure d'arrivée sont portés sur le pli remis.

Les plis doivent rester fermés et tenus en lieu sûr jusqu'à leur ouverture conformément aux dispositions prévues à l'article 36 du règlement de passation des marchés de l'IRCAM.

Le pli contenant les pièces produites par le concurrent auquel il est envisagé d'attribuer le marché est déposé dans les conditions prévues au présent article.

#### **Article 19: APPRECIATION DES CAPACITES TECHNIQUES**

La commission apprécie les capacités techniques en rapport avec la nature et l'importance des prestations objet de la consultation et au vu des éléments contenus dans les dossiers technique et additif de chaque concurrent en appliquant les critères d'évaluation ci-après :

Critère d'évaluation		Désignation	Note
C1	Prestations réalisées dans le domaine d'entretien et nettoyage de bâtiments avec un montant minimum de 800 000,00 Dirhams TTC	1 à 3 prestations	15
		4 à 7 prestations	30
		Plus de 7 prestations	40
C2	Equipement en moyens matériels et logistiques	Faible	10
		Moyennement satisfaisant	20
		Très satisfaisant	30
C3	Effectif de l'entreprise	Moins de 50 employés déclarés à la CNSS	10
		De 50 à 100 employés déclarés à la CNSS	20
		Plus de 100 employés déclarés à la CNSS	30
TOTAL			100



- Le critère « C1 » sera évalué sur la base des attestations délivrées par les maîtres d'ouvrages au profit desquels des prestations similaires à l'objet de l'appel d'offres ont été exécutées par le concurrent. Ces attestations doivent être originales ou copies certifiées conformes à l'original et doivent indiquer la nature des prestations, le montant, les délais et les dates de réalisation, l'appréciation, le nom et la qualité du signataire.
- Le critère « C2 » sera évalué sur la base des moyens matériels et logistiques (nacelles télescopiques au moins de 10 m, échelles, moyens de transport, aspirateurs, serpillères automatiques, panseuses de marbre, tondeuses de gazon, outillage de jardin, etc.) utilisés par la Société dans le cadre de la réalisation de ces prestations et qui seront soumis à l'appréciation de la commission.
- Le critère « C3 » sera évalué sur la base de l'attestation délivrée par la CNSS (celle prévue à l'article 8 du présent règlement de consultation) et la note sur les moyens humains et techniques du concurrent dûment signée et cachetée conformément au modèle ci-joint (ANNEXE III).

Les concurrents dont les dossiers administratif, technique et additif sont jugés conformes et dont les capacités techniques sont jugées suffisantes en application des critères d'évaluation ci-dessus et ayant obtenu une note supérieure ou égale à **70** seront déclarés admissibles.

#### **Article 20: JUGEMENT DES OFFRES**

Les offres financières ne seront décachetées et évaluées que lorsque l'évaluation des capacités techniques sera terminée. Il sera procédé alors à l'ouverture des enveloppes contenant les offres financières des concurrents ayant obtenu une note technique supérieure ou égale à 70 points.

Les offres sont jugées sur la base de l'offre financière, sous réserve des vérifications et application, le cas échéant, des dispositions de l'article 40 du règlement 2524 précité relatif aux marchés publics de l'IRCAM.

La commission attribuera le marché au concurrent dont l'offre financière, sera la moins disante parmi les concurrents retenus à l'issue de l'examen des dossiers administratif et technique des concurrents.

**Les concurrents qui n'ont pas présenté le sous-détail seront automatiquement rejetés.**

#### **Article 21: RESULTATS DEFINITIFS DE L'APPEL D'OFFRES**

Conformément aux dispositions de l'article 44 du règlement 2524 précité, le maître d'ouvrage informe le concurrent retenu de l'acceptation de son offre par lettre recommandée avec accusé de réception ou par fax confirmé ou par tout autre moyen de communication donnant date certaine. Cette lettre doit lui être adressée dans un délai qui ne peut dépasser cinq (5) jours à compter de la date d'achèvement des travaux de la commission.


Dans le même délai, il avise également les concurrents éliminés du rejet de leurs offres, en leur indiquant les motifs de leur éviction, par lettre recommandée avec accusé de réception. Cette lettre est accompagnée des pièces de leurs dossiers.

Les éléments ayant été à l'origine de l'élimination des concurrents sont conservés par le Maître d'Ouvrage pendant un délai de cinq ans au minimum, à l'exception de l'original du

récépissé du cautionnement provisoire ou de l'attestation personnelle et solidaire en tenant lieu et des échantillons, le cas échéant, qui sont restitués aux concurrents éliminés dans le délai de cinq (5) jours.

Aucun concurrent ne peut prétendre à indemnité si son offre n'a pas été acceptée.

Le choix arrêté par la commission d'appel d'offres ne peut être modifié par l'autorité compétente.

<b><u>Le concurrent</u></b> <i>(Lu et accepté)</i>	<b><u>Le Recteur de l'IRCAM</u></b> <i>Le 26/09/2019</i>
	 Institut Royal de la Culture Amazighe Le Recteur Ahmed BOUKOUSS